

P D G

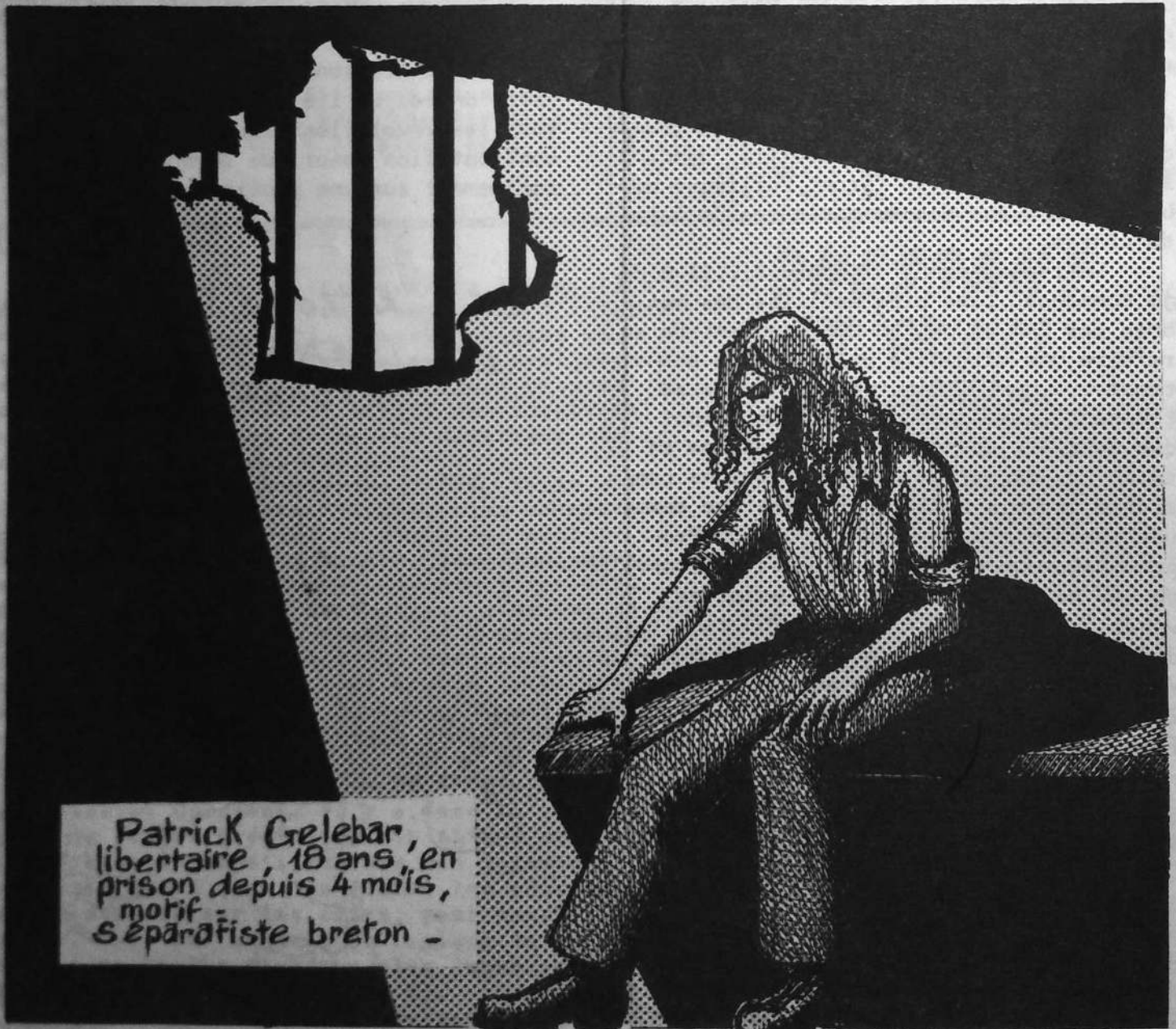


N° 2

**Le Poing
Dans
La Gueule !**

Jun 76 2,00^F

**Journal
Autonomiste
Libertaire**



Patrick Gelebar,
libertaire, 18 ans, en
prison depuis 4 mois,
motif -
séparatiste breton -

Le mouvement Breton est en pleine mutation... Elle s'accompagne d'une crise organisationnelle: du trop plein (SAV, CAB, FLB-LNS....) que reste-t-il? Rien!

Pourquoi? Parce que ces groupes étaient dirigés par une coterie d'intellectuels qui se sont laissés manipuler par des barbouzes.

Nous ne disons pas cela avec délectation. A PDG et à STOURM BREIZH il ne se trouve pas un militant qui ait entrepris cette lessive de gaïté de coeur: faire éclater cette fraction du mouvement Breton était nécessaire non seulement parce qu'elle était gangrenée par les barbouzes mais, également en proie à l'opportunisme politique le plus débile... prête ainsi pour n'importe quelle OPA... Sur ces bases-là il n'était pas possible de réaliser une unité quelconque.

A notre avis, il vaut mieux paraître, aujourd'hui, avoir "retardé la grande unité" si cela peut permettre, demain, la constitution d'un "Front Politique de Libération" sur des bases claires de lutte de classe.

Un reclassement s'imposait... il a déjà commencé... les plus mouillés des membres des CAB et du FLB-LNS essaient de se refaire une virginité politique en entrant au PS! D'autres militants se tournent vers le PSU Bretagne oubliant que derrière une fédération bretonne se cache une direction française qui ne considère les minorités nationales que comme une monnaie d'échange vis à vis du Programme Commun de la gauche. Les militants du SAV ne savent plus à quel saint se vouer (DAMNE LE CALVEZ!). Le PCB renait difficilement de ses cendres grâce à REVOLUTION. Ceci ne va pas sans problème: les militants de REVOLUTION acceptant difficilement de devenir ceux du "plus petit parti communiste".

L'UDB, quant à elle, insensible aux événements poursuit sa carrière de faire-valoir de l'Union de la Gauche Française.

Que faire? Il n'est nullement question pour nous de céder au vertige avant-gardiste mais plutôt d'analyser objectivement la situation. A partir de cette analyse il nous faut élaborer une théorie et une pratique révolutionnaire.

PDG et les militants de STOURM BREIZH sont décidés à participer à toute initiative en Bretagne ayant des buts clairs et visant à l'émancipation politique et sociale du Peuple Breton.

Cette attitude exclut d'avance tout sectarisme mais également toute complaisance (PAS D'UNION SACRE!) et tout isolationisme... A ce sujet, la tâche qui attend les révolutionnaires bretons n'est pas essentiellement différente de celle des révolutionnaires irlandais ou palestiniens... Dans des circonstances historiques différentes, ils ont à faire face aux mêmes adversaires: l'IMPERIALISME (français, anglais, américano-sioniste) et la stratégie soviétique visant au statu-quo (Sinn-fein "official", politique syrienne, stratégie de l'union de la gauche).

En conclusion PDG espère être, dès cette année, un lieu de rencontre entre tous les révolutionnaires bretons. Cette confrontation théorique devant déboucher rapidement sur une pratique commune.

LE RETOUR
DE L'ENFANT
PRODIGE

72
76



SCANDALES

LES LICES

BALTARDS RENNAIS

Lieux de rencontre et de rassemblements populaires depuis plusieurs siècles, les Halles des Lices sont menacées de destruction. Le projet: un parking central de 500 places. Si nous ne réagissons pas tout de suite, de même que la rue de Brest, le Champ de Mars et la rue de St Malo, les Lices seront confiées aux démou-lisseurs et à la spéculation foncière.

La destruction prochaine des deux Halles de la place des Lices représente une machination terriblement répressive pour ceux qui considèrent une ville comme un centre de vie. Depuis toujours il se déroule sous ces toits une activité multiple et libre: rencontres entre pay-sans et citadins, meetings, concerts, festivals, jeux, promenades. La munici-palité veut construire des parkings sur toute la place: cela permettra d'amener une plus grande clientèle aux gros com-merces du centre. Les gros bonnets accroi-trent leurs profits et la place sera rentabilisée.

3

On ne voit pas non plus l'entreprise politique qui consiste à déplacer la population vers la périphérie. La bour-geoisie aime les distances. Il lui faut percer les abcès de fixation populaire et ~~canadiser~~ toutes les pulsions mal-veillantes dans de petites boites bien isolées en banlieue. C'est cela la répression politique: pas seulement enfermer les gens mais aussi les faire circuler, comme le fric. Ici on va faire du luxe, de l'immobilier. Las-bas vous allez vous distribuer bien sage-ment en volant de chômage pour les spectacles que nous vous préparons. Un parking aseptisé pour cadres moyens pendant la semaine et le samedi, un marché épuré de ses petits paysans. Les Halles du XIX^e, classées monument historique, si on n'en fait pas des canons, on les vendra aux américains. Ce qui sert au peuple, on l'abat. Ce qui sert aux bourgeois, on le réaménagement. Les travaux d'études des sols ont déjà commencé. Ne nous laissons pas prendre de vitesse et coupons court à cette entreprise de fric.

Texte rédigé d'après le N°4 du journal "Le Pied" édité par le CRAC 189E avenue du Général Leclerc 35000 Rennes

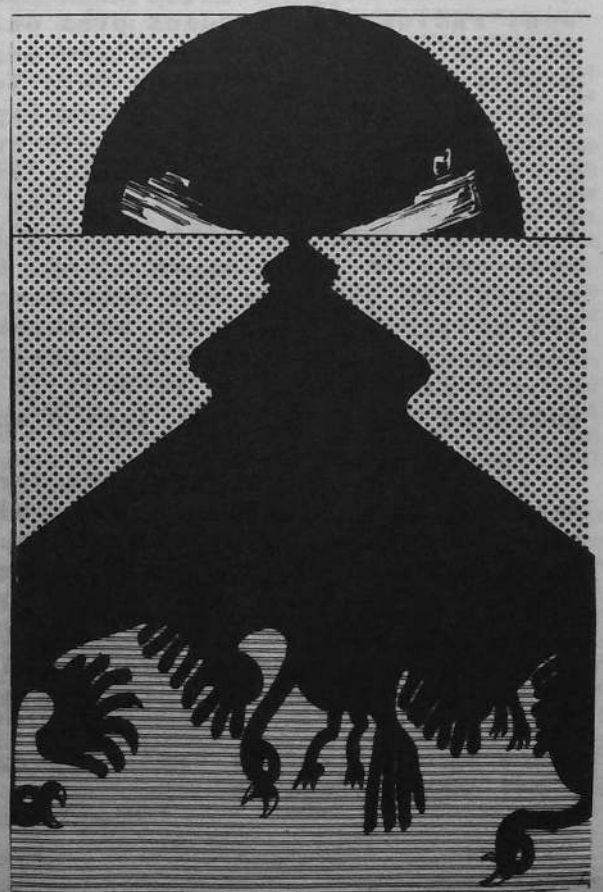
Dans les journaux ces derniers temps, il a été fait beaucoup de bruit autour de l'affaire de "l'Olympic Bravery". A part quelques uns sérieux, tous les autres faisaient pratiquement autant de tapage pour les "quelques paquets de clopes pourries volées" (dixit un autochtone) que pour les tonnes de mazout déversées sur la côte sauvage ouessantine.

Sur la partie touchée de l'île, toute vie a disparue. Plus de coquillages, plus de mouettes, plus de poissons, plus de pêcheurs, seul, l'Olympic Bravery git encore, lamentablement affalé entre les rochers. Ces mêmes rochers, ainsi que les galets sont noirs, gluants, comme peints un par un. Les vagues ne sont plus des vagues, ce ne sont que d'énormes paquets de détergent qui mousse...qui mousse... Le mazout est presque arrivé sur la berge. On ne peut plus s'approcher sans s'en foutre plein les godasses. Et en plus, ça pue.

La société propriétaire de l'Olympic Bravery a assassiné Ouessant. Il y a donc là accumula-tion de crimes prémédités. On attend donc avec impatience et sans illusions son jugement. Le bruit court que: "On échoue les pétroliers non rentables sur les côtes, pour toucher l'assu-rance". Mais par contre, la logique du profit in-cite à en sortir d'autres plus important, comme celui de St Nazaer (550 000 T).

A quand le raz de marée noire!

OUESSANT UN CRIME!



LA GRANDE VERTE

"La question dramatique de l'environnement est étroitement liée aux problèmes fondamentaux de notre société, de notre économie et de notre système politique et sa solution exige des changements radicaux et révolutionnaires." (O.S.)

On voit souvent le long des routes, dans les journaux ou les revues, fleurir des pages et des pages pour "Concorde", l'énergie nucléaire, la "science" qui, dit-on, nous apportera le bonheur.

Il y en a qui ne sont pas dupes, qui ne se laissent pas prendre au piège, ce sont les écologistes. Ils sont malheureusement une faible minorité, souvent écrasée par la technocratie, par l'intoxication. Ils sont la risée de la presse "sérieuse" qui les dit fous, qui les considère soit comme des marginaux ou des fascistes. Vous pensez! Ces chevelus qui cuisent leur popote à la chaleur du soleil! Ces hirsutes qui se chauffent avec du gaz de fumier! Ces malades qui ne mangent pas de viande! Des fous, on vous dit.

Ce sont pourtant ces fous qui, par exemple, nous ont appris qu'un Boeing 707 consomme environ quarante tonnes de combustible et absorbe quatre-vingt-dix tonnes d'oxygène (Vol Paris-New York), l'équivalent de la production d'oxygène de la forêt de Fontainebleau en un mois. Ce sont ces hirsutes qui ont révélé qu'une centrale nucléaire consomme plus qu'elle ne rapporte; que ses déchets sont radioactifs pendant près de 400.000 ans; qu'une centrale de mille mégawatts contient mille cinq cents fois les déchets de la bombe d'Hiroshima (après douze mois de fonctionnement); que les accidents y sont très nombreux et que les déchets stockés sont ensuite jetés à la mer, dans des containers qui éclatent sous la pression de l'eau. Ce sont encore eux qui nous ont fait savoir que les voitures qui roulent au super répandent plus de 300.000 tonnes de plomb dans l'atmosphère. Ce ne sont là que quelques exemples parmi tant d'autres.

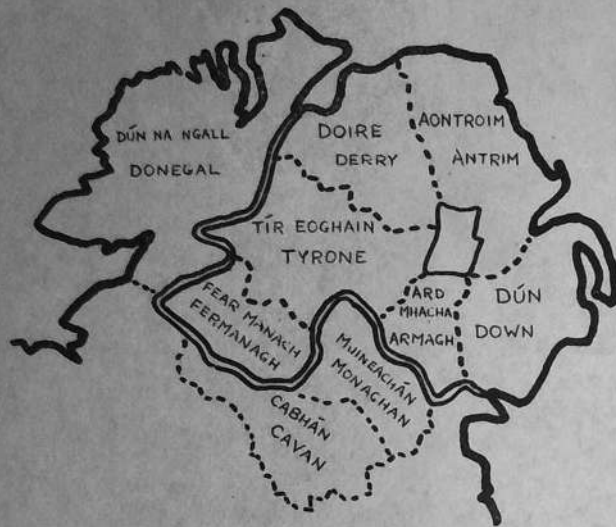
Il n'y a pas besoin d'être très malin pour se rendre compte que nous allons indubitablement au suicide. S'il y a une chose qui urge aujourd'hui et qui devrait être placée au premier plan révolutionnaire, c'est l'écologie. La révolution commence par l'application d'un système fondé essentiellement sur l'écologie. La "biopolitique" si vous voulez. C'est une obligation.

Nous sommes pratiquement (sinon déjà) arrivés à un point de non-retour. Les mers sont quasiment mortes, empoisonnées par des boues de toutes les couleurs et par les vidanges des pétroliers. Les ressources naturelles (eau) se font de plus en plus rares. Nous respirons de plus en plus de fumées, de toxiques, de "particules-microbes" qui s'accrochent dans notre organisme et nous emmènent au cimetière. La population s'accroît de jour en jour; l'énergie atomique est un danger de mort pour le monde entier.



Il ne faut plus reculer devant les évidences: nous courons tout droit à la catastrophe. Dans quelques dizaines d'années, nous ne serons plus. Que faire alors? Il n'y a malheureusement pas de solutions simples. Nous ne connaissons une société idéale, humaine, libre, QUE SI NOUS CHANGEONS TOUT.
(suite page 9)

IRLANDE : UN PEUPLE EN ARMES



Les six comtés de l'Ulster
(les zones libérées par l'IRA sont en grisé)

INTERVIEW DE RICHARD BEHAL, Porte parole du MOUVEMENT REPUBLICAIN IRLANDAIS SINN FEIN

- Textes réalisés avec la collaboration de EIRENUA -

- QUI REPRESENTEZ-VOUS?

Je représente le Mouvement républicain irlandais provisoire. Nous disons « provisoire » parce que le mouvement a scissionné il y a 6 ans. Nous nous sommes intitulés provisoires pour éviter la confusion et pour expliquer que notre leadership assumait provisoirement le contrôle de la situation jusqu'à ce qu'elle soit régularisée. Voilà pourquoi le nom provisoire est le nôtre ce qui nous différencie des « officiels » qui ont voulu garder le nom traditionnel.

- POUVEZ-VOUS NOUS DECRIRE RAPIDEMENT LE MOUVEMENT REPUBLICAIN IRLANDAIS ET NOUS EXPLIQUER SES BUTS?

Le M.R.I. comprend une aile politique, le Sinn Fein et une aile militaire, l'IRA. (Armée républicaine irlandaise).

Il y a aussi : une section pour les femmes, une pour les jeunes filles, une pour les garçons.

Il ne faut pas oublier le Comité de secours aux prisonniers et à leurs familles.

Tous ces groupes constituent le

Mouvement républicain irlandais.

Toutes les sections du Mouvement républicain sont indépendantes dans la conduite de leurs propres tâches et la détermination des meilleurs moyens d'atteindre les buts qui leurs sont spécifiques. Mais ils cherchent à coordonner leur travail du mieux possible.

La politique générale du Mouvement républicain est de mettre fin à la conquête britannique et de neutraliser ses effets. Nous résumons ainsi en quelques mots quelque chose d'extrêmement compliqué. La dimension sociale du problème est particulièrement importante. Notre guerre de libération n'est pas seulement basée sur des revendications nationales. Il s'agit en vérité d'une guerre de libération sociale et nationale.

Notre politique à court terme est de rejeter les forces d'occupation britanniques hors d'Irlande, complètement, afin de permettre au peuple irlandais lui-même de trouver une juste solution à son problème. Nous avons des plans pour une nouvelle structure gouvernementale. Dans le Nouvelle Irlande, que nous appelons Eire

Nua, il n'y aura plus aucune discrimination sur des bases de religions, par exemple ...

Mais en priorité, nous entendons nous débarrasser des forces britanniques et obtenir une amnistie pour les prisonniers politiques.

En ce moment, nous sommes dans une situation de guerre.

GUERRE DE RELIGION OU GUERRE ANTI-IMPERIALISTE?

La guerre en Irlande du Nord n'est pas une guerre de religions. La propagande des mass media britanniques la décrit comme telle mais c'est une manoeuvre de camouflage. Comme je l'ai déjà dit, il s'agit bien d'une guerre nationale de libération. Je ne nierai pas l'angle religieux. Il existe. Mais, cet angle religieux a été donné par les britanniques. Ils n'ont jamais pu forcer les irlandais à céder définitivement à la volonté anglaise. Ils avaient, dans ce but, dès le 17ème siècle introduit une religion presbytérienne, étrangère à l'Irlande, à l'époque exclusivement catholique, dans le but de créer des causes de dissension qu'ils comptaient aggraver par tous les moyens.

De grands privilèges et toutes sortes d'avantages furent accordés aux protestants. L'inimitié entre les colonialistes presbytériens et les nationalistes catholiques, devenus ouvriers agricoles sur les terres dont on les avait dépossédés fournissait le moyen de diviser pour régner.

Cette méthode a été celle de bien d'autres impérialismes. Les britanniques eux-mêmes s'en sont servis avec maestria ailleurs en Inde, à Chypre, au Kenya etc... Ils se sont plus à exploiter et envenimer toutes les différences dans les nations qu'ils conquerraient. En Irlande, ils s'y employèrent par le biais religieux. Mais, en vérité le problème est politique. Donnez une bible catholique et une bible protestante à divers groupes au Nord de l'Irlande et demandez sur quoi exactement ils basent leur dispute : ils seront incapables de vous l'indiquer. Il s'agit simplement de bigoterie et de fanatisme entretenus par les anglais pour servir leurs menées impérialistes.

POURRIEZ-VOUS NOUS DONNER UN BREF APERÇU HISTORIQUE POUR EXPLIQUER LES CONDITIONS ACTUELLES?

D'abord, il faut insister sur le fait que les britanniques occupent l'Irlande depuis 800 ans. A peu près chaque génération depuis, a connu son coulevement, sa rébellion contre la domination britannique. A la fin du 18ème siècle, cette résistance a pris une nouvelle forme: Le Républicanisme. La lutte contre l'occupant s'est intensifiée. Le Soulèvement de 1798 a été extrêmement important. Il fut écrasé d'une façon particulièrement atroce.

Beaucoup de protestants à l'esprit ouvert s'étaient très bien assimilés à la population irlandaise. Plusieurs des hommes qui avaient formulé et popularisé la pensée et les idéaux républicains étaient presbytériens.

Les britanniques avaient bien compris le danger que ce mouvement unitaire, non sectaire d'irlandais d'origines religieuses diverses leur faisait courir.

Ils sentaient leur domination menacée et décidèrent la mise sur pied d'organisations paramilitaires, recrutés exclusivement chez les colons occupant les terres en Irlande du Nord, groupes particulièrement ignorants et étroits d'esprits. Avec ces groupes ils menèrent une politique d'attaques brutales contre la communauté catholique pour provoquer une réaction.

Quand celle-ci eut lieu, les britanniques, après l'avoir écrasée dans le sang en 1798, exécutèrent systématiquement tous les leaders du soulèvement. La répression, toujours basée sur la discrimination religieuse fut plus féroce que jamais. La haine entre communautés, bien camouflée sous son déguisement religieux, a duré jusqu'à nos jours.

Au début du 20ème siècle, un nouveau groupe composé de protestants en petits nombres mais surtout des catholiques se forma. Ils organisèrent un soulèvement contre l'impérialisme britannique. Pendant la première guerre mondiale, ils se battirent à Dublin contre l'armée britannique. Au bout d'une semaine de combats acharnés, ils durent se rendre. Plusieurs d'entre eux dont le socialiste irlandais très connu, James Conolly, furent passés par les armes. Ainsi l'IRA fut fondée en 1916, et mena une lutte de guérilla jusqu'en 1921 contre les anglais.

Ceux-ci comprenant qu'ils risquaient à nouveau de perdre l'Irlande, décidèrent de créer une partition, évidemment sur la vieille base religieuse. Dans le Nord du pays, ils avaient rassemblé une majorité de presbytériens fanatiquement opposés aux catholiques. Pour ce faire, un grand nombre de progroms, massacres et meurtres avaient été perpétrés contre les catholiques dont on avait occupé

les terres. Une majorité artificiellement créée de protestants fut ainsi établie dans le nord. Les anglais se servirent ensuite de fausses raisons soit disant démocratiques pour déclarer que la majorité doit avoir le pouvoir et ils coupèrent ainsi le pays en deux pour créer l'Etat d'Irlande du Nord.

LA FRONTIERE

Elle fût établie en 1921. Elle coupa la province d'Ulster de façon à rejeter du côté de la République les 3 comtés qui comptaient le plus de nationalistes (260 000 pour 70 000 unionistes). Dans les 6 comtés restant les Unionistes s'arrogeaient une majorité des 2/3.

A cette date, la population d'Irlande du Nord, dans son ensemble ne voulait pas de cette partition du pays mais les anglais la leur imposèrent ainsi qu'aux 36 comtés sous prétexte que c'était la démocratie en exercice.

Le régime du Sud était, déjà, franchement néo-colonial, réactionnaire, contre révolutionnaire. La Grande-Bretagne y tirait toutes les ficelles. Une guerre civile réactionnaire y fut déclenchée contre l'IRA qui n'avait jamais accepté le partage du pays. L'Etat du Sud l'emporta malheureusement et l'IRA fut déclarée hors la loi au Nord et au Sud de la nouvelle frontière. Elle l'est toujours.

Depuis cette date jusqu'à nos jours, tous les 10 ans environ il y a eu des mouvements de résistance et de lutte de l'IRA. Avant 1940, il y eut même des actions de type défensif organisées contre l'Etat du Sud de l'Irlande. Mais depuis, nous avons décidé de ne déclencher aucune attaque contre le Sud car nous avions très bien compris que notre lutte en vérité est une guerre contre l'impérialisme britannique. Les problèmes internes existent bien sûr, mais il appartiendra au peuple irlandais lui-même de les résoudre. La lutte actuelle est le résultat du mouvement pour les droits civils organisé en Irlande du Nord en 1967/68: Le gouvernement dit, du Stormont - particulièrement sectaire n'était pas du tout décidé à accorder à la minorité nationaliste les droits civiques les plus naturels tels que le vote pour tous, l'égalité sur le plan du travail et du logement entre catholiques et protestants.

Cela causa un mouvement de masse de la minorité nationaliste qui se révolta. La population se

tourna vers l'IRA, très faible à ce moment-là, pour qu'elle les protège contre les brutalités des policiers et groupes de fanatiques paramilitaires protestants. L'IRA augmenta ses effectifs grâce à un recrutement massif. La population ne rechigna pas sur le soutien financier. Cela permit à l'IRA de se réorganiser, de devenir plus forte.

Les attaques terroristes des britanniques, envoyés soit-disant pour maintenir la paix, contre les quartiers nationalistes, obligèrent l'IRA à adopter une stratégie offensive contre les forces armées d'occupation. Cette stratégie est appliquée encore de nos jours. En août 1971, les britanniques décidèrent d'utiliser contre nous l'arme répressive de l'internement. Cela dura plus de 4 ans. Voilà quelques mois seulement que les derniers emprisonnés sans jugement ont été relâchés. Mais n'oublions pas que pour plus de 1500 prisonniers condamnés à de très lourdes peines par des tribunaux iniques, sont toujours dans les camps et des forteresses en Angleterre, et en Irlande.

QUELLE EST LA SOLUTION POLITIQUE PROPOSEE PAR LE M.R.I.?

Nous voulons d'abord que les britanniques annoncent officiellement leur intention de partir d'Irlande. Nous ne leur demandons pas un retrait immédiat. Cela pourrait créer une situation chaotique en raison de la peur des loyalistes protestants, de leurs groupes paramilitaires.

Mais si l'Angleterre annonce son intention de se retirer graduellement nous pensons que le problème de l'Irlande du Nord se résoudrait avec le temps grâce à l'initiative politique de tous.

Bien sûr, nous préférons avancer vers notre but d'une façon uniquement politique sans avoir à utiliser la lutte armée.

En même temps qu'elle annoncerait son intention de quitter l'Irlande, l'Angleterre devrait évidemment, déclarer une amnistie des prisonniers politiques qu'ils soient républicains ou «loyalistes égarés».

En troisième lieu, la Grande Bretagne devrait déclarer publiquement qu'elle renonce à intervenir dans les affaires politiques irlandaises, qui sont du ressort exclusif du peuple Irlandais et qu'elle n'essayera plus d'imposer ses propres solutions au problème irlandais. A ce stade et en raison de la complexité de la



AU SUD: L'ACTE D'OFFENSE CONTRE L'ETAT: (1939, amendée 1940)

Elle a permis au gouvernement de Dublin de faire jeter en prison des centaines d'Irlandais sous prétexte qu'un officier de police « pensait » qu'ils appartenaient à une organisation déclarée illégale. Aucune preuve n'était nécessaire pour obtenir des condamnations qui peuvent maintenant atteindre 4 ans de réclusion.

Des tribunaux très spéciaux qui prononcent de telles sentences n'ont pas de jury. Le juge est nommé, révocable en cas de verdict trop indulgent.

LA LOI DE JURIDICTION CRIMINELLE: (1976)

Elle permet de jeter en prison pour sept ans ceux qui ont d'une part la chance de s'échapper d'une prison du nord (territoire britannique) et la sottise idée de croire qu'en passant la frontière ils trouveront l'asile politique.

Elle permet aussi d'incarcérer et de juger des gens résidant au sud, que les autorités du nord accuseraient d'un crime commis sur ce territoire.

Pourquoi ces lois ? L'IRA ne s'est jamais attaqué à la République depuis le début de l'actuelle campagne et des troubles de 1969... Les attentats commis dans les 26 comtés l'ont été soit par des agents secrets britanniques (frères Littlejohn etc...) soit par des membres de groupes paramilitaires loyalistes.

LES LOIS FASCISTES

En outre, les conditions de détention dans les prisons de Mountjoy et de Portlaoise sont particulièrement dégradantes et inhumaines.

LA LOI DES POUVOIRS SPECIAUX (1922 TOUJOURS EN VIGUEUR MAIS RENFORCEE)

Elle permet entre autre d'arrêter et de perquisitionner sans mandat, d'incarcérer pendant des années sans inculpation ni jugement, de censurer les mass media, d'interdire d'une façon discriminatoire réunions et manifestations etc, etc...

AU NORD. INTERNEMENT

Le 9 août 1971, 300 hommes étaient arrêtés dans les quartiers nationalistes ; des dizaines d'entre eux furent torturés pendant leurs interrogatoires dans les camps militaires. Certains restèrent 4 ans emprisonnés sans inculpation ni jugement.

Une vingtaine de femmes furent également internées. A l'une d'entre elles on reprochait des faits postérieurs de plusieurs semaines à son arrestation, à une autre d'avoir commis des « crimes » dans plusieurs endroits à la fois etc...

LES TRIBUNAUX SPECIAUX

L'internement ayant trop mauvaise presse, il fallut absolument inculper et condamner le plus grand nombre d'internés. Voici comment :

Le tribunal fonctionne sans jury, sans appel, les témoins à charge sont anonymes et dissimulés derrière un rideau. Les preuves peuvent être présentées après que le juge ait fait sortir l'inculpé et son avocat de la salle d'audience. Les aveux obtenus sous la contrainte sont reconnus comme preuve contre l'accusé. Ici aussi, la discrimination la plus grande sévit, notamment dans la sévérité des verdicts selon qu'il s'agit d'un inculpé nationaliste ou loyaliste.

Depuis le 1er mars 1976, le statut politique dont bénéficiaient les prisonniers détenus dans les camps de Long Kesh, Magiligan, Crumlin Road, Belfast Prison et Armagh (femmes) a été aboli. On peut en principe forcer les prisonniers de guerre (condamnés pour des motifs politiques par des tribunaux iniques) à travailler, à porter l'uniforme (ils ont dit qu'il faudrait leur clouer sur le dos). On peut aussi diminuer d'une façon considérable le nombre de visites et de lettres.

L'Armée républicaine irlandaise a répondu en déclarant « cibles légitimes » le personnel des camps. Il y a eu déjà 2 morts et plusieurs blessés.

ANGLETERRE, ECOSSE, MANX ETC.

Les conditions de détention des prisonniers de guerre irlandais sont plus épouvantables que partout ailleurs :

Ils passent les 3/4 et plus de



PHOTO SIPA/PRESS.

LES LOIS FASCISTES

En outre, les conditions de détention dans les prisons de Mountjoy et de Portlaoise sont particulièrement dégradantes et inhumaines.

LA LOI DES POUVOIRS SPECIAUX (1922 TOUJOURS EN VIGUEUR MAIS RENFORCEE

Elle permet entre autre d'arrêter et de perquisitionner sans mandat, d'incarcérer pendant des années sans inculpation ni jugement, de censurer les mass media, d'interdire d'une façon discriminatoire réunions et manifestations etc, etc...

AU NORD. INTERNEMENT

Le 9 août 1971, 300 hommes étaient arrêtés dans les quartiers nationalistes ; des dizaines d'entre eux furent torturés pendant leurs interrogatoires dans les camps militaires. Certains restèrent 4 ans emprisonnés sans inculpation ni jugement.

Une vingtaine de femmes furent également internées. A l'une d'entre elles on reprochait des faits postérieurs de plusieurs semaines à son arrestation, à une autre d'avoir commis des « crimes » dans plusieurs endroits à la fois etc...

LES TRIBUNAUX SPECIAUX

L'internement ayant trop mauvaise presse, il fallut absolument inculper et condamner le plus grand nombre d'internés. Voici comment :

Le tribunal fonctionne sans jury, sans appel, les témoins à charge sont anonymes et dissimulés derrière un rideau. Les preuves peuvent être présentées après que le juge ait fait sortir l'inculpé et son avocat de la salle d'audience. Les aveux obtenus sous la contrainte sont reconnus comme preuve contre l'accusé. Ici aussi, la discrimination la plus grande sévit, notamment dans la sévérité des verdicts selon qu'il s'agit d'un inculpé nationaliste ou loyaliste.

Depuis le 1er mars 1976, le statut politique dont bénéficiaient les prisonniers détenus dans les camps de Long Kesh, Magilligan, Crumlin Road, Belfast Prison et Armagh (femmes) a été aboli. On peut en principe forcer les prisonniers de guerre (condamnés pour des motifs politiques par des tribunaux iniques) à travailler, à porter l'uniforme (ils ont dit qu'il faudrait le leur clouer sur le dos). On peut aussi diminuer d'une façon considérable le nombre de visites et de lettres.

L'Armée républicaine irlandaise a répondu en déclarant « cibles légitimes » le personnel des camps. Il y a eu déjà 2 morts et plusieurs blessés.

ANGLETERRE, ECOSSE, MANX ETC.

Les conditions de détention des prisonniers de guerre irlandais sont plus épouvantables que partout ailleurs :

Ils passent les 3/4 et plus de

leur temps au mitard.

Ils sont en bute aux représailles non seulement du personnel mais encore de certains autres prisonniers. Ils sont constamment transférés d'une prison à l'autre. Ils sont très loin de leurs familles.

Les peines prononcées par les juges britanniques sont très très lourdes. Le parti conservateur a fait tout son possible pour réactualiser la peine de mort pour les politiques irlandais.

La garde à vue est maintenant de 7 jours. Dans certains cas comme à Birmingham, la torture a atteint une telle intensité (brûlures, eau bouillante, tabassages etc...) que les policiers responsables de ces interrogatoires ont été jugés. Les aveux obtenus sous la contrainte sont retenus contre les inculpés.

Récemment toute une famille s'est vue condamnée à des peines très lourdes sur la base de tests scientifiques des plus contestables. Le père, la mère et le fils de 17 ans à des peines de plus de 10 ans, le fils de 14 ans à 4 ans de réclusion.

Les prisonniers de guerre irlandais actuellement dans les prisons du « Royaume Uni » demandent que leurs conditions de détention soient décentes. Ils demandent aussi à être transférés dans une prison irlandaise. Pour appuyer ces demandes, ils montent sur les toits, font la grève de la faim. Deux d'entre eux en sont morts. Notons que les prisonniers loyalistes n'ont guère de mal à obtenir et sans lutte, ce que les prisonniers républicains réclament en vain.

situation sur le plan religieux, la frontière serait supprimée.

En d'autres termes, l'Irlande qui est composée de 4 provinces adopterait un gouvernement régional pour chacune d'elles. Le Gouvernement actuel à Dublin est particulièrement centraliste. Il n'existe aucun pouvoir effectif au niveau des provinces.

Le Nord aussi devrait avoir son propre gouvernement régional. Non pas seulement à l'échelle des 6 comtés de l'actuelle province d'Ulster, tronquée en 1921, mais sur la base de ses 9 comtés, de la délimitation d'avant 1932.

L'Angleterre, en effet, ne s'était pas contentée, à cette date, de couper l'Irlande en deux. Elle a aussi coupé, l'Ulster en deux, pour assurer une majorité artificielle à la communauté protestante.

La province des 9 comtés serait donc reconstituée, et cela permettrait un meilleur équilibre entre la population protestante et catholique, ne serait-ce qu'au niveau de la balance des votes pour commencer.

MANIPULATION ELECTORALE

Dans la ville de Derry, à majorité nationaliste, 10 274 votes unionistes élisent 12 conseillers municipaux. 20 102 votes nationalistes n'en élisent que 8.

Quant au gouvernement central auquel les gouvernements régionaux délégueraient des représentants, il serait chargé du contrôle des affaires étrangères, de la défense, des finances, mais tout le reste serait du domaine des gouvernements régionaux. Particulièrement le développement économique des régions. Nous pourrions ainsi éviter les erreurs des autres pays à gouvernement centralisateur qui laissent mourir les régions, particulièrement les régions pauvres et s'occupent uniquement du développement des capitales.

Nous pensons que les gens du Nord verront ainsi qu'ils ne risquent pas d'être purement et simplement annexés par un Etat du Sud de type revanchard mais que l'Irlande qui les attend est d'un type entièrement nouveau.

QUELLES SONT VOS OPTIONS ECONOMIQUES?

Elles sont socialistes. les moyens de production, la richesse

du pays, les ressources naturelles doivent être la propriété du peuple Irlandais, bénéficier au peuple Irlandais et non aux multinationales et au Capitalisme international. Nous voulons la saisie immédiate des mines et des formes d'énergie telles que le pétrole, le gaz etc, de même pour les ressources de la mer. Cette saisie sera effectuée au nom du peuple Irlandais, pour son usage.

Nous pensons également que les banques, les compagnies d'assurances, les organismes financiers, les principales industries doivent être nationalisés. Nous pensons qu'il convient, dans un premier temps, de maintenir la libre entreprise, jusqu'à ce que nous puissions comprendre exactement comment absorber cette libre entreprise dans une république socialiste sans créer trop de désordre. Nous espérons en arriver là, par étapes, grâce à l'Education.

COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS LE SILENCE DE L'EUROPE FACE A LA LUTTE IRLANDAISE?

Il nous est douloureux de constater un tel silence. En Europe, on s'indigne, on proteste contre les régimes chiliens, espagnols et autres. Mais on semble ignorer l'Irlande. L'Irlande, membre du Marché Commun, l'Irlande, du coin de la rue, l'Irlande voisine. Nous nous sommes demandés si c'était par pure hypocrisie ou par ignorance. Certaines personnes ont tendance à préférer être libéraux à distance ou se préoccuper exclusivement de blessures lointaines. L'ignorance est créée et entretenue par les gouvernements qui y trouvent leur intérêt.

POURQUOI?

Parce que la politique du Mouvement Républicain Irlandais et du peuple irlandais en lutte pour se libérer de ses chaînes est une politique d'un socialisme très avancé.

L'OTAN doit être très alarmé parce que cela romprait la chaîne qu'ils ont forgée en Europe occidentale.

Une politique de socialisme avancé sur les rives de l'Atlantique Nord qui permettrait aux gens de contrôler leur richesse nationale et leur destinée, cela serait de l'anti-capitalisme. Actuellement, dans toute l'Europe occidentale, le capitalisme triomphe, que ce soit ouvertement ou bien de façon

dissimulée, rampante, comme dans les pays qui se targuent de socialisme mais où c'est pourtant le Capital, les firmes multinationales qui tiennent les rênes.

CHOMAGE DANS QUELQUES VILLES D'IRLANDE DU NORD:

STRABANE

80 % de nationalistes
28 % de chômeurs

NEWRY

80 % de nationalistes
24 % de chômeurs

DUNGANNON

51 % de nationalistes
25 % de chômeurs

DERRY

66 % de nationalistes
25 % de chômeurs

FERMANAGH

52 % de nationalistes
25 % de chômeurs

PORTADOWN

80 % d'unionistes
5 % de chômeurs

BALLYMENA

80 % d'unionistes
4 % de chômeurs

COLERAINE

75 % d'unionistes
4 % de chômeurs

Une fois que l'Irlande aura atteint un stade de contrôle effectif par la population de ses ressources et de son destin, vous pouvez être sûrs que cela fera tâche d'huile, que cela donnera plus de force aux revendications de la classe ouvrière partout en Europe. Une sorte de réaction en chaîne se produira. Washington comprend cela, et quels dangers potentiels cela représente pour lui. Les gouvernements européens le comprennent aussi. Voilà pourquoi les mass media, ou bien ignorent les événements irlandais ou bien les représentent à leur façon rendant la confusion complète. Cela explique que les gens continuent à penser :

- 1) qu'il s'agit d'une guerre de religion: ce qui les irrite et les dégoûte.
- 2) que c'est un conflit de type nationaliste qui vise simplement à supprimer la frontière, puisqu'on leur cache complètement l'aspect de lutte de libération et de réorganisation sociale de notre combat.
- 3) que le gouvernement du Sud soutient plus ou moins l'IRA et adopte une position antibritannique.

annique.

A ce sujet, particulièrement, je veux dire que cela n'est pas vrai. Le gouvernement du Sud est bourgeois, extrêmement réactionnaire. Leur corruption est sans limites. La Grande Bretagne tire toutes les ficelles car elle contrôle plus de 60 % de l'économie. Les politiciens du Sud lui sont acquis corps et âmes et travaillent à la réalisation de la politique britannique. Ils collaborent ouvertement avec Westminster. Leur lois contre nous, l'IRA, sont plus facistes, plus oppressives que celles du régime espagnol par exemple.

Mais comme je l'ai déjà dit, nous ne sommes pas en guerre contre le Sud. Le régime de Dublín ne peut se targuer d'aucun fait de guerre commis par nous contre lui pour motiver ses lois d'exception, révélatrices de son inféodation à Westminster, et de la profondeur de sa corruption. Une raison de plus de laisser les peuples européens dans le brouillard, car, quand on sait, on est indigné, et cela pourrait encourager la solidarité pour notre cause.

DE QUELLE FAÇON ENVISAGEZ-VOUS LA SOLIDARITE DES PROGRESSISTES?

Même en essayant d'atteindre des objectifs purement politiques, l'aide pourrait être très importante, car la République d'Irlande est membre du Marché Commun. Il y aurait des conséquences internes au marché commun.

Les populations concernées peuvent avoir une action efficace en exigeant que les média les informent sans détour sur la situation irlandaise. Ils peuvent demander que des équipes de journalistes à l'esprit ouvert aillent enquêter sur place etc. Ils peuvent questionner les politiciens, les juristes pour obtenir plus d'information. Ceux-ci peuvent enquêter en profondeur sur les lois facistes, les conditions de détention de nos prisonniers de guerre, la répression dans nos quartiers nationalistes, l'attitude sectaire de l'armée britannique et les exactions des groupes paramilitaires loyalistes etc.

Nous comprenons que les gens ne soient pas tous d'accord avec le mouvement républicain irlandais dans sa façon de poursuivre sa lutte mais cela n'empêche pas de trouver un terrain d'entente pour organiser une solidarité comme cela a été fait pour d'autres causes.

APPEL POUR LA LIBERATION DES EMPRISONNES CORSES ET BRETONS

Les soussignés rappellent que dans l'Etat français les populations basques, bretonnes, catalanes, corses et occitanes voient leur existence niée, qu'aucun moyen d'expression légale leur est permis, que la situation qui leur est faite les contraint à l'exode et au chômage.

Actuellement, des militants corses et bretons sont encore emprisonnés, victimes d'une procédure d'exception et destinés à être jugés par une cour d'exception.

Leur détention est intolérable: leur seul crime c'est d'avoir voulu protester contre le centralisme français.

Les signataires de cet appel exigent leur libération immédiate et l'arrêt de toutes les poursuites judiciaires contre eux.

NOM.....
PRENOM.....
ADRESSE.....
Comité anti-répression c/o A. RIVAT
des Peuples en lutte 56, boulevard Saint-Michel
75005 PARIS

1re liste de signatures :

- MURY Francis _____ PARIS
- CHENEREAU C. _____ PARIS
- MURY S. _____ PARIS
- DURAND H. _____ PARIS
- RICHAUDEAU J.P. _____ PARIS
- LIN J.L. _____ MONTPELLIER
- ALBERTINI F. _____ CORSE
- LE TESSER Lanning _____ DINAN
- XAZANI Monika _____ PARIS
- JOLY Patrick _____ PARIS
- PIGEONNEAU J.P. _____ CLAMARD
- GUERIN Yannig _____ ST MALO
- LANNUEL J.C. _____ RENNES
- LE DENEDEC Odile _____ ALLAIRE
- STIVELL Alan _____ LANGONEC
- MARION Marie José _____ LANGONEC
- HERAUD Guy _____ PAU
- Dr LARIVIERE _____ PARIS
- FRONT OCCITAN _____ AUREC

LE COMITÉ ANTI-RÉPRESSION PEUPLES EN LUTTE COMMUNIQUE :

Toute une série de procès doivent s'ouvrir contre des militants autonomistes corses et bretons (sauf GELEBAR qui risque de passer aux assises).

Le premier de ces procès concerne l'affaire d'ALERIA. Son ampleur, sa durée en font un «procès tribune» c'est-à-dire le procès du PEUPLE CORSE.

Les militants corses pensent eux que ce procès sera, au contraire, celui de l'Etat français (thème développé à leur meeting politique du 15 mai à Paris) car ce dernier ne pourra masquer son caractère impérialiste, colonisateur et répressif (l'avocat général, dans un lapsus fort révélateur, parla de corps expéditionnaire à propos des envois de gendarmes mobiles et de CRS).

Ils sont décidés à n'accepter aucune condamnation si minime soit-elle et exigent, bien au contraire, que les torts portés au PEUPLE CORSE soient publiquement reconnus.

Les militants Bretons, Basques et Occitans du CARPEL sont solidaires de leurs camarades Corses et n'accepteront pas non plus une éventuelle condamnation des inculpés. Si cette dernière devait avoir lieu, le CARPEL participerait à la riposte qui s'imposerait en articulation avec les comités corses de soutien.

CHANGER, BOULEVERSER, REAPPRENDRE:

Changer sa manière de vivre; bouleverser les systèmes économiques actuels; réapprendre à vivre; réapprendre les rapports qui nous lient à la nature; arrêter le massacre que la technocratie fait subir aux mers avec les déchets radioactifs et autres; arrêter d'utiliser des engrais chimiques, des insecticides mortels; limiter la croissance démographique afin de freiner, d'enrayer la paupérisation; mettre au rebut l'énergie atomique qui n'a jamais été, n'est pas et ne sera jamais une énergie pacifique et la remplacer par des énergies nouvelles, douces, saines, beaucoup moins coûteuses (soleil, vent, chauffage au méthane, etc.)

"La révolution, c'est la vie. La vie, c'est l'écologie.
Donc l'écologie, c'est la révolution."

Y.F. Guilloux
"l'homme des champs"

Vers de nouvelles formes de lutte : le CBCI

La manifestation, le sit-in, la dispersion face aux CRS sont devenus monnaie courante de protestation. Même le gouvernement n'y prête plus attention. Quant à la violence, nous avons suffisamment d'exemples sous les yeux pour savoir où elle nous mène.

Il existe pourtant encore un moyen, qui, s'il était appliqué en masse, sèmerait un peu de zizanie à l'Elysée-dortoir et pourrait ainsi nous conduire à une prise en charge par nous-mêmes: la DESOBEISSANCE (refus de l'impôt, de l'armée, des contraventions, auto-réductions, etc.). C'est pourquoi un CBCI: Comité Breton Contre l'Imposition, a été fondé (refus total de l'impôt).

Quelles sont nos motivations:

- Nous refusons de donner notre pognon aux marchands de canons, promoteurs de guerres.
- Nous refusons de faciliter la tâche aux technocrates qui nous mènent indubitablement au suicide (centrales nucléaires, etc.).
- Nous refusons d'entretenir une société capitaliste où tout se fait par et pour l'argent, celui des contribuables évidemment.

économiser ce qu'il reste de ressources naturelles, éviter au maximum le gaspillage; répartir équitablement les terres cultivables; se donner la main pour aider le Tiers-Monde à renverser la bourgeoisie qui pille ses richesses. Cette solidarité est indispensable.

Ce ne sont là que quelques points de la révolution écologique. Mais nous ne pourrons les accomplir que si nous nous prenons en charge, que si nous nous solidarisons avec toutes les luttes révolutionnaires pour en finir une bonne fois pour toutes avec le système capitaliste, pour enfin vivre. (un bouquin sur la révolution écologique: "Y en a plus pour longtemps" de P. Fournier)

Le CBCI est donc né. Nous espérons la création massive d'autres comités. La désobéissance reste un des seuls moyens de lutte efficace à l'heure actuelle. Si nous obtenions gain de cause, les ex-impôts pourraient être versés à ceux qui en ont plus que besoin (Tiers-Monde, Larzac, Energies nouvelles,..). A nous de jouer.

Ecrire au journal pour tout renseignements ou contact.

mensuel : 2,00^F
dépot légal : 2° tri.
dir. : J.C. LANNUEL

1 Place du Bas des lices

35000 RENNES

imprimerie :

Dimanche 15 Février, Rennes, 3h45, un commando agresse sauvagement un groupe se rendant à une manifestation antimilitariste à Paris. Bilan: cinq blessés dont un gravement. Ce n'est pas un fait isolé, cela s'ajoute aux librairies 34 à Toulouse la Dialectique et le Monde en Marche à Rennes, Lire à Marseille, aux attaques de militants et aux menaces de mort. Ils n'hésitent pas à ratonner et même à assassiner des travailleurs immigrés comme à Marseille.

Le 25 Février, le comité anti-fasciste rennais appelle à manifester. Plus d'un millier de participants, et bien entendu, aucun écho dans la presse. A l'annonce d'un meeting du comité de soutien à l'armée, qui se distingue entre autre par des attaques d'émission radio-télé, une nouvelle mobilisation a lieu. A l'heure actuelle, un tel rassemblement est une provocation vis-a-vis de toutes les luttes dans l'armée (refus d'obéissance, comités de soldat, objection, insoumission) et ou de plus en plus, un rapport de force s'établit, remettant en cause la défense nationale. Il est à noter que devant la combativité tenace des anti-fascistes, le meeting fut repoussé sans précision de date.

Il est évident que certaines luttes sont insuffisantes. Nous n'avons pas à cautionner d'éventuels comités ou syndicats de soldats (armée du crime), mais nous devons quand même soutenir les efforts actuels des soldats, car ces luttes peuvent être un grain de sable qui brisera la mécanique militaire. Toute revendication, si minime soit-elle, peut évoluer et est donc un pas vers la destruction totale de l'armée.

Les fascistes au service du pouvoir

Dans cette crise qu'ils veulent faire payer aux travailleurs, les capitalistes ont un objectif: réprimer la combativité ouvrière et paralyser l'action révolutionnaire. Ils sont pour cela soutenus directement par le trio Giscard-Ponia-Chirac et tous les moyens sont bons: les flics (Redon, Fougères, Montredon, Epinal...) mais aussi les commandos briseurs de grèves, les milices patronnales (CFT) ou les nazillons du service d'ordre de Giscard pendant les présidentielles. On n'hésite pas également à fermer les yeux sur l'intrusion de services étrangers (police espagnole par exemple).

Un fascisme grandissant

A notre époque, on ne peut nier l'importance de ces groupes. Peu nombreux, ils n'étaient jusqu'à présent pas dangereux. Seulement, les prémices révolutionnaires en Europe, annonçant des jours peu glorieux pour le capital, obligent le gouvernement à jeter bas le masque. Il est maintenant forcé d'utiliser des moyens qu'il n'a jamais voulu reconnaître mais qu'il gardait en réserve. Le pouvoir



est obligé d'employer la terreur pour se faire respecter et sa main d'oeuvre n'est autre que ces bandes armées, groupuscules néo-nazis, soutien physique de l'Etat.

En conclusion, il est impensable et aberrant de réclamer la disparition de ces groupes à leur souteneur l'Etat. Nous ne l'obtiendrons jamais. Seulement, il nous faut rester en constante mobilisation, afin d'empêcher systématiquement et ce par tout les moyens, suivant l'occasion présente, le déroulement d'actions à caractère fasciste. Il est également nécessaire de tout mettre en oeuvre pour contrecarrer l'existence même de ces groupes, formations militaires au service de la réaction.

Après la venue de Chirac en Bretagne, toute la presse régionale a liché les bottes du pouvoir, se félicitant du voyage du premier ministre et n'accordant qu'une place restreinte aux importantes manifestations populaires qui s'étaient déroulées, notamment à Quimper, à Brest et à Rennes. Ceci en dit long sur la putasserie de cette presse qui préfère rendre compte du voyage d'un clown-coupeur de rubans que de la montée des luttes populaires dans un pays où le chômage est le résultat de la politique dudit clown libéral avancé.

Peut-être en raison de cela, un engin incendiaire fut posé à la permanence du journal Ouest-France, à Vannes. Quelques jours plus tard, notre camarade Le Gélébart est arrêté sur dénonciation... d'un marxiste-léniniste(!?). C'est alors que commence pour lui ce qu'il appelle lui-même un cauchemar: interrogatoire sur interrogatoire, tortures morale et physique. La racaille policière le frappe, l'injurie; on le suspend à une poutre par des menottes pendant plus de trois heures. C'est sous la TORTURE qu'il avoue l'"attentat" contre Ouest-France. On lui fait aussi avouer celui de Lorient contre la permanence de l'UDR, ce qu'il niera une fois les violences terminées.

Il est incarcéré à la maison d'arrêt de Vannes, en droit commun; mais en isolement total 24h sur 24h, dont une heure de promenade. Bien que droit commun, il ne peut jamais rencontrer les autres "locataires". Peut-être pourrait-il les pervertir par ses idées anarchistes?

Il lui faudra attendre deux mois avant de voir le juge d'instruction, ce qui sera l'occasion d'un nouvel accrochage avec les flics qui l'y conduisait. Actuellement, 3 mois après son arrestation, notre camarade porte encore les traces de ses interrogatoires: violents maux de tête, pertes de mémoires. Nous devons dénoncer la complicité de la presse bien que Ouest-France, qui, comprenant qu'il s'engageait sur un terrain dangereux, ait retiré sa plainte. Nous devons dénoncer les méthodes de la PJ de Brest, qui n'en est pas à son coup d'essai (affaire Bréjéon).

Nous dénonçons aussi le silence fait autour de cette affaire par beaucoup de membres du mouvement breton, qui sont gênés de défendre un libertaire. Ceux-là défendent les prisonniers qui les arrangent. Guy Caro s'est bien défendu de parler de Le Gélébart à la fête de l'unité à Nantes, rappelant sa sacro-sainte fidélité à la légalité et condamnant les actes de violence. De toute façon les flics se garderont bien de frapper des personnages aussi respectables.

Il est impératif de défendre tous les emprisonnés bretons, corses, basques... Que penserait-on des corses s'ils défendaient seulement Siméoni et pas Susini ou un autre.

Nous avons formé sur Paris le Comité Antirépression des Peuples en Lutte pour soutenir toutes les victimes de cette répression. Il n'y a pas de bons prisonniers et de mauvais prisonniers: de Le Gélébart à Siméoni en passant par Denis (dont personne ne parle, car lui aussi dérange), ce sont les mêmes victimes de l'Etat français.

Un seul mot d'ordre: Répression-Solidarité

Ecrivez aux emprisonnés.

Voici aussi l'adresse de Le Gélébart:
Patrig Le Gélébart
Maison d'Arrêt, 12 rue de Nazareth
56000 Vannes

QUEST FRANCE MINIMISE
LES LUTTES SOCIALES,
QUEST FRANCE FALSIFIE
L'INFORMATION AU PROFIT
DU PATRONNAT ET DU POUVOIR
CENTRAL ?
OUI, ET ALORS ? C'EST
PAS UNE RAISON
POUR NOUS EN VOULOIR !



Nantes le 25 avril, la fête de l'unité administrative de la Bretagne. Parlons en un peu de cette fête. En tant que breton, devons nous perdre notre temps à réunir cinq départements français. Le département étant une administration purement jacobine d'un caractère économique dans le cadre de la région programme. La Loire-atlantique ayant toujours été, dans la contexte populaire, un "Pays" breton. Ces pays forment un découpage historique, géographique et sur tout humain. Et ce n'est certainement pas l'Etat français qui nous les rendra, il ne faut compter que sur nous-mêmes. L'unité administrative, si elle se fait, ne sera qu'une victoire de la bourgeoisie dans la voie de ses intérêts. L'unité populaire, elle, existe déjà. Elle vit depuis longtemps à travers les différentes luttes contre l'oppression.

Arrivant dans la cour du château des Ducs, les participants de la fête eurent l'étonnement de voir un drapeau suspendu sur la plaque commémorant "l'annexion de la Bretagne par la France". Ayant enlevé ce drapeau, plusieurs milliers de personnes purent lire une inscription bombée sur la plaque:

"Ce traité signé dans le sang des bretons n'est qu'un torchon-cul. La lutte à outrance contre l'Etat français est engagée. Vive l'indépendance"

A ce sujet, nous avons reçu le communiqué suivant:



contre la transpiration
excessive des pieds et
ses inconvénients:

BOMBEZ-VOUS UN

ABONNEMENT !

"Militants révolutionnaires bretons de Nantes, nous avons tenu à "rectifier" la plaque commémorative de l'annexion de la Bretagne par la France.

Nous estimons que cette plaque est une véritable provocation et nous tenons à remettre les choses au point. La conquête de la Bretagne par la France ne s'est pas faite toute seule. Elle est le résultat d'une longue série de batailles, dont celle de St. Aubin du Cormier où 6000 bretons sont morts pour l'indépendance de leur peuple. Le traité de 1532 n'a fait que légaliser l'occupation militaire de la Bretagne. Le peuple breton n'a connu depuis que des répressions sanglantes il a servi de chair à canon dans les campagnes militaires françaises.

Aujourd'hui la Bretagne en est réduite à être un champ de manoeuvre pour l'armée d'occupation, un terrain d'essais pour les apprentis-sorciers du nucléaire, une réserve de touristes et un réservoir de main-d'oeuvre à bon marché.

C'est pourquoi, conscients de cet état de fait, nous appelons le peuple breton à rejoindre la lutte à outrance contre l'Etat français".

Nous ne ferons aucun commentaire sur ce communiqué, mais revenons sur la fin de la manifestation. Juste avant la dispersion, un certain nombre ont été un tant soi peu "gené" par la présence d'un représentant de la préfecture et qui se permit en plus de renouveler certaines promesses. Les organisateurs font-ils encore confiance à ces gens ou alors on a toujours rien compris?

c est pas cher !

Abonnement 20 F
(12 n°)

Abon. de soutien + de 20 F

Nom : _____

Adresse: _____

"J.C. Lannuel" 1 bas place des lices
35000 Rennes